

## L'état des lieux, éducation et emploi en Algérie

Dr. LASKRI Anissa\*

### Résumé :

L'éducation semble être le facteur qui pèse le plus dans la réalisation des projets de création d'emploi. Pour cela il est primordial d'analyser d'abord les caractéristiques des systèmes éducatifs avant de signaler les problèmes et les difficultés de ces deux secteurs. A travers quelques pourcentages et des chiffres, une série de question mérite réflexion afin de résoudre les problèmes actuels.

مستخلص:

يعتبر التعليم احد العناصر الأساسية التي ترتكز عليها عملية انجاز مشاريع خلق مناصب الشغل، لذا كان من الضروري دراسة خصوصيات مناهج التعليم بالاستعانة ببعض المؤشرات والاحصائيات، وهذا من أجل فرز المشاكل والصعوبات الموجودة فيالقطاعين، بهدف اعطاء المسؤولين أفكار تساعد على تدبير حلول مناسبة.

### Introduction :

L'analyse des bienfaits économiques qui ont résulté de l'extension de l'éducation, sous la forme d'une productivité supérieure et d'une grande efficacité de la main d'œuvre ainsi que d'autres effets positifs en dehors de l'économie, à savoir l'amélioration de la santé, de la nutrition, de la régulation des naissances et de l'attitude générale de la population vis-à-vis des innovations techniques ont fait qu'actuellement, il est largement reconnu que les dépenses consacrées à l'éducation sont considérées comme un investissement productif et non pas simplement comme la satisfaction de la demande des consommateurs. Cela a contribué également, à ce que la population algérienne et le gouvernement croient en l'éducation comme moyen de progrès économique, social, et comme un investissement en capital humain. En l'absence d'autres institutions de modernisation, les établissements scolaires ont eu des effets bénéfiques sur le développement dans son ensemble, mais l'impact reste très limité vu l'insuffisance des investissements consacrés à l'éducation. Aussi, d'autres domaines de ressources humaines essentielles à la croissance et à l'emploi efficace du capital physique ont été négligés, ce qui explique en partie la stagnation et parfois le déclin de l'économie nationale.

Donc on peut placer l'éducation et l'emploi au cœur du débat sur le développement.

Présentation de la situation actuelle.

\* Maître de Conférences à la Faculté des Sciences économiques, des Sciences Commerciales et des Sciences de Gestion. Université Alger 3.

## 1- L'éducation :

Des progrès ont été réalisés pour accroître l'efficacité des systèmes éducatifs dans la mesure où les objectifs concernant le personnel ont été atteints. Mais en dépit des progrès notoires, la situation actuelle montre des signes évidents de régression ; Le problème majeur provient de l'accroissement des effectifs scolaires à tous les niveaux et qui dépasse la capacité de l'économie à subvenir aux besoins de son système éducatif.

On assiste alors, à une dégradation des ressources éducatives et de l'enseignement.

On peut distinguer plusieurs difficultés :

Les moyens dont dispose l'Algérie en matière d'éducation sont inadéquats, tant du point de vue des impératifs économiques que des répartitions budgétaires. Le faible niveau de développement des ressources humaines en ce qui concerne les autres facteurs de production est dû à la situation économique défavorable qui règne sur l'ensemble du pays.

Le pourcentage des enfants qui font des études primaires et secondaires a augmenté depuis 1980 de 57% à 82% pour le groupe d'âge 6-11ans et de 24% à 42% pour le groupe d'âge 12-18ans<sup>1</sup>.

L'augmentation des effectifs scolaires fait qu'une bonne partie des établissements scolaires ne constituent plus qu'une sorte de façade d'enseignement avec des classes surchargées comptant souvent plus de cinquante élèves et qui manquent de moyens pédagogiques, de manuels scolaires, et quand ces derniers existent-ils sont inadaptés avec des enseignants parfois non qualifiés. D'ailleurs les redoublements et les abandons sont fréquents

La confiance du public dans l'enseignement a diminué en même temps que la qualité du système d'éducation nationale. Les gens aisés délaissent les écoles publiques, de la maternelle à l'université, pour scolariser leurs enfants dans des écoles privées nationales ou étrangères.

Vers les années 1980, l'expansion de l'enseignement a été la réponse à la pénurie de personnel de qualification moyenne, mais actuellement les jeunes diplômés des écoles secondaires ont de plus en plus de mal à trouver un emploi dans le secteur moderne saturé.

---

<sup>1</sup> ONS l'Algérie en quelques chiffres, résultats 1998/1999, Edition 2001 N°30.

Comme la plupart des postes que convoitaient les jeunes diplômés se trouvent en ville, les mouvements migratoires vers les zones urbaines sont devenus partie intégrante du problème.

La contribution de l'éducation au développement a évolué ces dernières années ; alors qu'il était essentiellement un moyen d'accroître et de fournir une main d'œuvre qualifiée nécessaire au processus de production d'une économie moderne. Les aptitudes professionnelles et techniques étaient considérées comme la clé de la modernisation et l'accent était mis sur l'adaptation de l'éducation secondaire et supérieure aux besoins en main d'œuvre.

L'éducation apparaît alors comme un besoin essentiel au développement des ressources humaines, car celles-ci contribuent à l'emploi efficace de son capital physique et donc à la croissance.

La formation professionnelle prévoit actuellement des spécialités qui préparent les jeunes à une vie productive dans le secteur rural.

D'un autre côté, le nombre croissant d'étudiants influe sur la capacité de gestion dans l'enseignement supérieur, le ministère concerné passe tout son temps à essayer de maintenir le système en place au lieu de chercher à améliorer la qualité des programmes d'études ou des structures éducatives.

Les systèmes éducatifs restent très médiocres et le problème réel provient du manque de personnel qualifié pour assurer la conception et la mise en œuvre d'une nouvelle politique de développement du secteur pour lui donner l'impulsion nécessaire.

La remise en cause des structures de l'éducation à plusieurs reprises et les tentatives de les remplacer par d'autres systèmes souvent importés et qui semblaient plus adéquats, plus modernes mais qui font apparaître immédiatement des critiques radicales suivies de la formulation de solutions de rechange pour des résultats décevants.

L'éducation est supposée développer de nouvelles attitudes qui contribuent au changement, et l'accent est mis sur l'éducation de masse ; mais rares sont les études et les évaluations critiques des expériences qui ont tenté d'opérer des réformes éducatives par rapport à une situation passée. Les réformes de l'enseignement ont toujours fait partie d'un effort plus vaste de transformation de structures économiques et politiques de la société, car les caractéristiques de l'environnement socio - politiques conditionnent l'élaboration d'une politique d'éducation.

Par exemple un taux de croissance démographique de 3%, comme c'est le cas en Algérie, ne fait qu'amplifier les difficultés en augmentant la demande d'instruction et en grevant les budgets déjà limités consacrés à ce secteur.

La montée du chômage parmi les universitaires risque d'atteindre des proportions alarmantes (déjà un taux de plus de 22% en 2011)<sup>2</sup>.

Le système éducatif devrait s'adapter aux objectifs de développement mais il doit assurer en même temps le maintien et la promotion des critères acceptables de l'éducation à l'échelon international afin de disposer d'une élite universitaire possédant les meilleures qualifications et qui s'engage à former sa propre société.

C'est la pression irrésistible à l'entrée des universités qui a abouti à une surabondance d'étudiants et à une véritable dilution de la qualité de l'enseignement.

Certes, les programmes d'études ont désormais atteint une autonomie par rapport aux textes et théories importés, la recherche commence à occuper une place entière dans les objectifs universitaires pour jouer son rôle dans le développement en formant cadres et enseignants. Mais les hypothèses sur la correspondance entre les établissements d'enseignement et de formation et les métiers auxquels ils préparent tiennent rarement compte des perspectives nationales, et c'est ce rapport inexistant qui fausse les calculs concernant le volume de la main d'œuvre qualifiée.

## 2- L'emploi :

Malgré une tendance générale à la hausse du taux de chômage, 10.5% d'après l'ONS, et 21.5% chez les jeunes (17-25ans)<sup>3</sup>, on constate une évolution conséquente du nombre d'emplois créés par le secteur de la PME-PMI privé. En 2010 plus de 600.000 emplois créés.

Alors que le secteur public n'a créé que 600 emplois permanents<sup>4</sup>.

Le taux de chômage est particulièrement élevé chez les jeunes diplômés plus de 21% en 2010, (11% chez les hommes et 33% de femmes)<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> Publication ONS, Edition 2010.

<sup>3</sup> Direction des systèmes d'information et des statistiques, Ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, 2004-2009.

<sup>4, 5 et 6</sup> Source ONS, l'Algérie en quelques chiffres, résultats 2010-2011.

Les données officielles révèlent que les chômeurs ceux qui recherchent activement un emploi, ne représentent que 6 à 7% de la population active<sup>6</sup> mais ce chiffre n'est pas correct. D'abord parce que les défavorisés acceptent n'importe quel emploi même si le salaire est insuffisant car ils sont incapable de financer la recherche prolongée d'un emploi. Le problème est donc le chômage déguisé ou le sous-emploi car les emplois sont irréguliers et improductifs et ils ne fournissent pas des revenus suffisants pour satisfaire les besoins essentiels des travailleurs et de leur famille, mais ils sont quand même inclus dans la catégorie des travailleurs.

Aussi, les études sur l'emploi sont axées sur ce qui est mesurable et excluent ainsi la masse des travailleurs des petites entreprises et les artisans qui ont reçu une formation professionnelle.

L'orientation imprimée à la politique industrielle, par le gouvernement en offrant un ensemble de mesures d'encouragements aux jeunes chefs d'entreprises et pour constituer un nouvel attrait aux investisseurs : des exonérations d'impôts et des services publics subventionnés...a, non seulement, stimulé l'industrie de transformation et les exportations (l'exemple des eaux minérales) mais contribue aussi à augmenter les possibilités d'emploi et de revenus en même temps qu'elle donne lieu à des améliorations technologiques en réponse à la concurrence étrangère.

Mais cet ensemble de mesures doit également déterminer si l'industrie assistée correspond à l'avantage comparatif du pays et sera viable à long terme pour en faire un secteur efficace qui contribue à l'augmentation du nombre d'emplois productifs. Aussi, les études sur l'emploi sont axées sur ce qui est mesurable et excluent ainsi la masse des travailleurs des petites entreprises et les artisans qui ont reçu une formation professionnelle.

Mais les espoirs de solutions aux problèmes de chômage n'ont pas pu Aboutir vu le taux de croissance démographique élevé.

Actuellement, les pouvoirs publics s'intéressent de plus en plus à la formation professionnelle et essayent d'adapter les programmes aux besoins du marché du travail, ils ont adopté également, un système d'incitations pour encourager les entreprises industrielles à fournir une formation pour leurs employés afin de perfectionner les compétences.

Les projets de l'éducation et de la formation devraient inclure un système de contrôle et d'évaluation afin de mesurer l'effet d'une intervention particulière, telle l'évaluation des progrès scolaires résultants de nouveaux programmes

d'enseignement, le contrôle de l'approvisionnement en documents pédagogiques et l'analyse de la teneur des manuels, et ces activités fournissent aux gestionnaires des informations qui leur permettent par la suite de guider le déroulement des différentes interventions et d'intervenir pour les modifier le cas échéant. L'amélioration de la qualité de l'enseignement aux niveaux inférieurs a des conséquences bénéfiques sur l'efficacité de toute formation professionnelle ou technique ultérieure.

**Bibliographie :**

- 1- Igalens.G et Sconarnec.A : La gestion par les compétences, construction d'une échelle de mesure « revue de gestion des ressources humaines », vol 40, p de 2 à 20. 2001.
- 2- Gilbert.P et parlier. M : La compétence du mot valise au concept opératoire, actualité de la formation permanente. N° 116 Février 2008.
- 3- Meshi.P : Entrepreneurship,poids sur l'emploi. Cahier du gregor 2002.
- 4- Roussel.P et Wachenx.F : Management des ressources humaines. Méthodes de recherche en Sciences humaines et sociales. Boeck Université.